

Le Forum social change d'hémisphère

- La 12^e édition du Forum social mondial s'est ouverte ce mardi à Montréal, avec pour objectif de dépasser la fracture Nord-Sud.

- On y parlera des enjeux environnementaux globaux, des inégalités sociales, de l'évasion fiscale ou du droit à l'autodétermination des peuples autochtones.

- En s'appuyant sur une nouvelle génération d'activistes.

Montréal accueille, depuis ce mardi, le plus grand rassemblement altermondialiste annuel au monde. Pour la première fois depuis sa création en 2001, à Porto Alegre au Brésil, le Forum social mondial (FSM) se tient dans un pays du Nord, le Canada.

Du 9 au 14 août, plusieurs dizaines de milliers de militants altermondialistes, ainsi que – c'est du moins ce qu'espèrent les organisateurs – des citoyens curieux, se retrouveront pour cette grand-messe populaire du mouvement social.

L'anti-Davos

Dès ses débuts, le FSM s'est imposé comme un "anti-Davos", une alternative au Forum économique mondial, où se rencontrent chaque année dans la station suisse patrons de grandes entreprises, chefs d'Etat et de gouvernement.

Fondés initialement en opposition à la création d'institutions internationales "pro-mondialisation" comme le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les forums sociaux mondiaux, en quinze ans d'existence, ont su porter sur la scène internationale de grandes revendications comme la lutte contre

les inégalités sociales et l'évasion fiscale. Mais depuis quelques années, l'organisation semble s'essouffler, divisée sur sa raison d'être.

Une crise d'identité

Le FSM doit-il rester un espace de rencontres et de discussions sur les grands enjeux économiques, sociaux et environnementaux de notre temps? Ou bien s'imposer comme un rassemblement pour l'organisation d'actions concrètes internationales? Ces nouvelles orientations feront, sans nul doute, l'objet de discussions dans les couloirs du Forum, cette semaine. Selon Gustave Massiah, membre du conseil international du FSM et du comité scientifique d'Attac, "une nouvelle étape de l'altermondialisme" se joue à Montréal.

Pour cette édition 2016, quelque 50000 personnes sont attendues, loin de la centaine de milliers présente aux forums organisés à Porto Alegre, les premières années.

L'organisation de l'événement pour la première fois dans un pays membre du G7 est tout de même à marquer d'une pierre blanche. "Le choix de cet emplacement est controversé car c'est une ville qui reste difficile d'accès pour les participants vivant dans des pays du Sud, à cause des prix des billets d'avion, des visas et du lo-

gement”, admet Claude Vaillancourt, président d’Attac Québec et impliqué dans l’organisation du Forum. *“Il faut tout de même reconnaître que c’est dans les pays du Nord que sont prises les grandes décisions politiques et économiques.”*

L’organisation de l’événement dans une ville proche de la frontière des Etats-Unis, et dans un pays où vient d’être élu un Premier ministre à la ligne libérale-progressiste, Justin Trudeau, pourrait donc servir de porte-voix pour les revendications qui vont émerger cette semaine.

“Etant organisé au Québec, le Forum va aussi mettre en lumière les multiples mouvements sociaux nord-américains qui ont vu le jour depuis six ou sept ans, et qui demeurent inconnus du reste du monde”, ajoute Christophe Aguiton, membre fondateur d’Attac et grand habitué des FSM.

Une nouvelle génération

Cette nouvelle génération d’activistes, dont la plupart sont âgés entre 20 et 30 ans, s’est illustrée, entre autres, dans les manifestations pro-Bernie Sanders, le candidat à la primaire démocrate américaine, porteur d’une “révolution politique” pour les présidentielles.

Au Canada, et plus particulièrement au Québec, une jeune scène militante fourmille aussi depuis plusieurs années. Elle a émergé lors des grèves estudiantines historiques dites du “carré rouge”, organisées en 2012 dans la province francophone, en opposition à l’augmentation des frais de scolarité universitaires. La mobilisation fut telle que les étudiants ont obtenu gain de cause.

Pour Gustave Massiah, un des grands enjeux de cette édition 2016 du Forum est justement *“d’organiser la convergence entre les mouvements qui ont créé, il y a quinze ans, les forums sociaux, et cette nouvelle génération de militants qui émerge dans le monde, depuis 2011”*. Deux générations qui partagent une même culture politique mais pas les mêmes structures d’actions militantes.

Les organisateurs de l’événement, pour la plupart membres de la société civile canadienne, affirment que l’accent sera mis sur la planification d’actions concrètes. *“Nous avons créé des espaces pour passer de la réflexion à l’action”*, décrit Sarah Sultani, membre du

collectif d’organisation du FSM au Québec. *“Vingt et une assemblées de convergence seront organisées, chaque jour, sur des thématiques que partagent des mouvements internationaux. A la fin du Forum, un calendrier d’actions sera établi.”*

Dans une volonté de prôner le pacifisme, élément essentiel de l’identité du Forum, la désobéissance civile sera mise à l’honneur, à l’image des actions menées en marge de la COP21, à Paris en décembre dernier.

Le droit à l’autodétermination des peuples

En s’installant à Montréal, le Forum vise à dépasser les clivages Nord-Sud pour orienter les mobilisations sur des thématiques sociales communes aux deux hémisphères, comme les dégâts environnementaux causés par l’extraction des énergies fossiles ou le droit à l’autodétermination des peuples autochtones.

Cette dernière question est une des grandes thématiques du Forum, cette année, car elle est source de tensions politiques au Canada. De nombreux représentants de ces communautés seront présents à Montréal pour faire connaître leur lutte, alors que le gouvernement a annoncé, mercredi dernier, le démarrage de la très attendue enquête nationale sur les femmes et filles autochtones assassinées ou disparues, pour début septembre.

Ces minorités sont touchées par un très fort taux de suicide, et subissent directement les conséquences environnementales de l’extraction de sables bitumineux, un des fers de lance de l’économie canadienne.

Des mobilisations sont justement prévues pour s’opposer au projet de construction du pipeline Énergie Est par la compagnie TransCanada. Partant de la province de l’Alberta, il permettrait de transporter du pétrole à travers tout le pays, vers la Côte Est et à destination de l’Europe. Les militants environnementaux canadiens craignent de lourdes pollutions sur le tracé du projet. La journaliste et activiste canadienne Naomi Klein viendra, de son côté, parler de la mobilisation citoyenne autour de la justice climatique.

Des refus de visas

Le Forum est aussi l’occasion de donner la parole aux acteurs sociaux

d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud qui subissent la répression de gouvernements autoritaires, au Nicaragua, au Honduras, au Guatemala et au Pérou.

Plusieurs ONG et associations françaises sont aussi présentes. Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD)-Terre solidaire a même envoyé une délégation de 150 jeunes français qui participeront au Forum.

Plusieurs jeunes militants de leurs pays partenaires en Afrique et en Asie devaient aussi venir, mais beaucoup se sont vu refuser leur visa. *“Sur 24 invités, 10 n'ont pas obtenu leur visa. Comme la procédure de demande est très longue, ils n'ont pas eu le temps d'en refaire une et ne peuvent pas venir à Montréal”,* regrette Nicola Bullard, responsable du service Asie à CCFD-Terre solidaire. *“Le principal motif de refus donné est le manque d'éléments prouvant que nos partenaires reviendraient dans leur pays après le Forum. C'est aberrant.”*

L'ONG française n'est pas la seule touchée par ce problème, plus de 200 con-

férenciers ou invités étrangers n'ont pas obtenu d'autorisation d'entrée au Canada, comme la militante altermondialiste malienne Aminata Traoré, le président du syndicat palestinien des postiers Imad Temiza ou encore Rogério Batista, du syndicat brésilien CUT.

Les organisateurs du FSM ont pourtant créé *“une structure pour faciliter l'attribution de visas, en collaboration avec les institutions gouvernementales”,* affirme Sarah Sultani. Pour pallier ces problèmes administratifs, un forum “hors les murs” sera mis en place sur Internet, où seront visibles certains ateliers et conférences, et où des échanges par Skype seront organisés.

Côté belge, une délégation du CNC -11.11.11 est également présente à Montréal.

Ce couac constitue tout de même un coup dur porté à l'image traditionnelle de pays d'accueil du Canada. Des organisations participantes d'Afrique de l'Ouest ont déjà demandé le retour du Forum dans un pays du Sud.

Aude Massiot
© “Libération”

*“Il faut
tout de même
reconnaître
que c'est dans
les pays du Nord
que sont prises les
grandes décisions
politiques
et économiques.”*

CLAUDE VAILLANCOURT
Impliqué dans l'organisation
du Forum, le président
d'Attac Québec est conscient
que le choix d'organiser
cet événement dans un pays
membre du G7 est un sujet
de controverse.

En s'installant
à Montréal,
le Forum
vise à dépasser
les clivages
Nord-Sud
pour orienter
les
mobilisations
sur
des thématiques
sociales
communes
aux deux
hémisphères...